

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article822>

# La vidéosurveillance en question

- Terrorisme - France -



Date de mise en ligne : mercredi 28 septembre 2005

---

Spyworld Actu

---

### **Selon l'adjoint au maire de Paris en charge de la sécurité, le développement de la vidéosurveillance dans le cadre de la lutte anti-terroriste, prôné par Nicolas Sarkozy, n'est pas une garantie de succès.**

Christophe Caresche, adjoint au maire de Paris en charge de la sécurité a qualifié « de réponse ambiguë » au terrorisme le projet de loi préparé par Nicolas Sarkozy qui doit être présenté le 19 octobre en Conseil des ministres. « Le gouvernement souhaite développer fortement la vidéosurveillance et mise également sur l'internet », a indiqué, mercredi, le député socialiste lors d'une journée consacrée à « l'évaluation de la vidéosurveillance en Europe » organisée par le Forum sécurité urbaine (FSU). « La réponse technologique a été un élément central pour les Etats-Unis et le Canada après le 11 septembre 2001. C'est d'abord une réponse politique qui sert à montrer que les gouvernements prennent le terrorisme très au sérieux », a estimé le député socialiste.

Selon Christophe Caresche, la pénétration des réseaux et la formation des services de renseignements sont des facteurs aussi importants que « la réponse technologique » dans la lutte contre le terrorisme. Il a également rappelé que « la menace terroriste était connue des Américains avant le 11 septembre 2001. Mais la désorganisation de leurs services de renseignements a empêché la circulation de l'information ». Face à la multiplicité des services français (Renseignements généraux, DST, DGSE, Renseignements militaires), l'élu parisien s'est interrogé : « Est-ce que nous aussi en France, on pourrait se trouver face à un telle rétention d'information à cause de la compétition bureaucratique ? »

Christophe Caresche souligne les limites de la vidéosurveillance à travers un exemple parisien : « On a équipé le Parc des Princes en vidéosurveillance. L'autre jour, je discutais avec les services de police qui m'ont expliqué que les hooligans filmés sur le stade se cachaient sous des cagoules ou échangeaient leurs blousons pour ne pas être repérés par les caméras ». Il se demande qui va financer le développement de la vidéosurveillance prévue par la loi antiterroriste. « J'ai l'impression que l'Etat n'a pas les moyens de sa politique et qu'il va demander aux collectivités locales de prendre en charge sur le financement ».

En matière de libertés individuelles, Christophe Caresche estime que les grands systèmes de surveillance (RATP, SNCF) sont bien contrôlés mais « qu'une grande anarchie » entoure la sécurité privée. « Il y a des systèmes de vidéo sauvages. Il faut donner à la CNIL les moyens d'exercer sa mission de contrôle. » L'adjoint s'est également inquiété du « risque de stigmatisation de certains groupes sociaux » devant l'objectif des systèmes de vidéosurveillance.